

Arlon : la pénurie d'infirmières impacte les soins à domicile



La directrice du service d'Aide et Soins à domicile en province de Luxembourg, Pascale Adam, décrit la pénurie d'infirmières qui touche aussi son secteur. (Photo : eda)

La pénurie d'infirmières est devenue telle qu'il manque maintenant des infirmières pour les soins à domicile. Des familles doivent se débrouiller ! Témoignage fort, mercredi en fin de matinée, dans la salle du conseil provincial à Arlon. On venait d'écouter le discours du ministre Yves Coppieters, responsable de la Santé en région wallonne. Il intervenait dans le cadre d'une rencontre transfrontalière en matière de santé dans la Grande Région.

Soudain, une dame au fond de la salle prend le micro et souhaite dire quelques mots à propos de la pénurie en matière d'infirmières en première ligne. «Je suis Pascale Adam, responsable du service Aide et Soins à domicile en province de Luxembourg. Je ne peux

que souscrire à la réorganisation de la première ligne de soins que veut mettre en place M. Coppieters. Il y a une telle pénurie d'infirmières... Savez-vous que certains patients à domicile ne trouvent plus d'infirmières pour les soigner !»

Des infirmières qui partent vers le Grand-Duché

Pascale Adam est à la tête en Luxembourg d'une équipe de 550 intervenantes infirmières, aides-soignantes, aides familiales, aides-ménagères et gardes à domicile. «Il y a une pénurie globale dans toutes ces disciplines, mais en particulier chez les infirmières», précise Pascale Adam après son intervention au micro.

Elle ajoute en aparté : «C'est regrettable, mais quand nous ne parvenons plus à envoyer des infirmières pour des soins à domicile en raison de la pénurie de personnel, les familles sont alors obligées de compter sur leurs proches. Trop peu d'infirmières sortent diplômées de nos écoles. Et ces jeunes femmes sont engagées tout de suite par Vivalia ou les hôpitaux au Grand-Duché. Mais il y a de belles fonctions d'infirmières salariées chez nous aussi pour les soins à domicile.»

Pascale Adam dit encore : «Le ministre Coppieters semble vouloir chercher des solutions. Je salue aussi les efforts de la province de Luxembourg et de M. de Mul pour rendre le métier d'infirmière attractif.»

Améliorer l'attractivité

Le ministre Coppieters se dit bien conscient qu'il faut «redonner du sens au métier d'infirmière et travailler à l'attractivité du métier».

Dans la limite de ses compétences à la Région et à la FWB, il préconise de «rendre plus attractive et motivante la 4^e année d'études des infirmières (année de stage) par un meilleur tutorat et un meilleur encadrement, voire même une valorisation salariale».

Yves Coppieters va lancer une grande campagne de communication pour attirer vers le métier d'infirmier «et les garçons seront aussi visés». Il voudrait aussi implémenter, au sud du pays, les nouvelles études d'assistant en soins infirmiers, soit trois ans d'études comme cela se pratique déjà en Flandre.

Deux nouveaux outils en coopération médicale transfrontalière

La rencontre de ce 11 juin à Arlon était surtout l'occasion de lancer deux nouveaux outils dans le cadre du programme européen Interreg VI Grande Région (en province de Luxembourg, au Grand-Duché, en Lorraine, en Sarre et Rhénanie-Palatinat). Le projet Waluxsante veut favoriser un accès simplifié aux soins hospitaliers et aux soins de première ligne, encourager la coopération transfrontalière dans le secteur des soins à domicile et renforcer l'attractivité des formations médicales.

«Il y a un réel enjeu à favoriser la coopération médicale entre pays voisins. Aujourd'hui par exemple, cela reste compliqué de réclamer un document S2 à sa mutuelle pour aller se faire soigner en revalidation à la CRCC, le Centre de revalidation de la Croix-Rouge grand-ducale à Colpach», explique Henri Lewalle, gestionnaire de Waluxsante.

Quant à Benoît Pétré (ULiège), il va gérer le projet Remocosan, un bel outil de 5 millions d'euros qui va développer en Grande Région «des modules innovants portant sur la coopération en santé, l'éducation thérapeutique du patient ainsi que les soins palliatifs».

*Dominique Zachary
(L'Avenir)*